

Article 29 du Règlement

Les députés du centre-ville de Brantford et du centre-ville de Sault Ste. Marie, qui s'y connaissent si bien en agriculture, ont des tas de plans merveilleux pour l'agriculture. Nous venons d'entendre le député de Kamloops—Shuswap (M. Riis) parler de Canagrex, cette merveilleuse institution créée par l'ancien gouvernement libéral avec l'appui du NPD. On dit qu'elle a vendu des millions de dollars de produits. Elle n'a rien vendu du tout. Rien du tout.

Ensuite le NPD vient proposer que nous adoptions la parité des prix. Pour cela il faudrait que 50 p. 100 des agriculteurs actuels abandonnent la partie. Je demande aux députés d'en face lesquels d'entre eux sont disposés à quitter la terre? Je n'ai entendu personne se porter volontaire.

M. Althouse: Comment calculez-vous cela?

M. Fraleigh: Parce que tout simplement l'unique façon d'appliquer la parité des prix, c'est d'avoir des contrôles de production. Qu'est-ce que vous allez faire avec 90 p. 100 du blé produit dans les Prairies? Vous allez en nourrir les moineaux?

Le gouvernement va soutenir notre industrie agricole comme il l'a fait dans le passé et comme il va le faire à l'avenir. Nous les entendons peindre les choses en noir, nous les entendons demander que le gouvernement annonce tout de suite quelle aide financière il va donner à l'agriculture dans l'année qui vient. Je pense que les agriculteurs sont convaincus que le gouvernement a montré qu'il a de la sympathie pour le monde agricole en difficulté. Nous sommes dans l'obligation malheureusement de faire donner par l'État de l'argent aux agriculteurs pour qu'ils puissent faire leurs semences cette année.

On a beaucoup parlé ce soir de la levée du moratoire de la SCA, et on a prétendu des tas de choses au sujet de l'avalanche de saisies qui vont se produire. J'estime qu'il n'y aura pas d'avalanche de saisies. S'il y en a qui veulent débattre cela, je serai heureux de le faire.

Le NPD et les libéraux ont demandé ce que le gouvernement avait fait pour l'agriculture. Ils ont monté en épingle un article de la déclaration de Prince-Albert au sujet duquel le gouvernement ne s'est pas encore exécuté. Je voudrais expliquer un instant certaines des raisons qui nous ont empêchés de nous exécuter sur cette mesure. Le gouvernement a créé un comité mixte du comité permanent de l'agriculture et du comité permanent des finances et des questions économiques, pour examiner les trois problèmes financiers visés par les 16 points de Prince-Albert.

Contrairement à ce que les libéraux ou le NPD auraient pu faire, nous sommes allés consulter la collectivité agricole. Les agriculteurs nous ont dit qu'ils ne voulaient pas qu'on tripote l'article 31 pour le moment, et nous avons écouté. Un comité mixte s'est rendu aux États-Unis pour étudier le programme américain d'obligations agricoles, et tous les partis en sont revenus convaincus qu'un tel programme présentait trop de coulage, que c'étaient les banques et les investisseurs qui en profitaient plutôt que les agriculteurs.

• (2320)

L'opposition a demandé ce que le gouvernement avait fait.

M. Foster: Non, ce qu'il allait faire.

M. Fraleigh: Je vais vous dire certaines des choses que nous avons faites, que nous faisons et que nous allons continuer de faire. Après beaucoup de tergiversations de la part du ministre de l'Agriculture sous le gouvernement libéral, le ministre actuel de l'Agriculture (M. Wise) a annoncé le programme laitier quinquennal à long terme que les producteurs laitiers réclamaient depuis six ans. Après beaucoup de négociations avec l'industrie avicole, nous avons mis sur pied un office national pour ce groupe. En consultation avec les agriculteurs, nous avons mis en oeuvre le programme qu'ils souhaitaient.

Puisque l'opposition a évoqué le sujet, je vais prendre une minute pour passer en revue la politique agricole en 16 points qui a été rendue publique à Prince Albert. Je vais signaler pour leur édification certaines des mesures qui ont été promises et qui ont été réalisées. Nous avons promis de supprimer l'impôt sur les gains en capital, et nous l'avons fait. Nous avons donné aux agriculteurs une exemption d'impôt de 500,000 \$ sur les gains en capital qui est entrée immédiatement en vigueur. Nous avons promis de supprimer la taxe de vente sur les carburants agricoles, et nous l'avons fait.

M. Foster: Mais vous l'avez imposée à nouveau.

M. Fraleigh: Pas du tout.

M. Foster: Oui vous l'avez fait. En septembre 1985, vous l'avez imposée à nouveau.

M. Fraleigh: Le député voulait savoir ce que nous faisons dans l'immédiat, et c'est ce que je suis en train de lui dire. Il n'y a pas de taxe fédérale sur le carburant qui sert à la production agricole. Nous avons apporté à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest les modifications que nous avions promises. Nous avons promis de modifier la Loi sur le transport du grain de l'Ouest pour supprimer les volumes maximums et bloquer les taux. Nous l'avons fait.

Nous avons promis d'accroître les ventes et d'étendre nos marchés des grains. Dans la dernière année, dans la pire dépression du marché des grains que le monde ait connue depuis les années 30, le Canada a accru sa part du marché mondial. Je comprends que nous l'avons fait à perte, mais nous avons maintenu ces marchés dont nous profiterons quand les affaires reprendront. Nous avons promis d'autoriser l'étiquetage des produits chimiques en mesures métriques et impériales, et nous avons tenu promesse. Nous avons dit que nous proposerions un nouveau programme de stabilisation concernant la viande rouge, et nous nous sommes exécutés.

Je voudrais m'étendre un peu, monsieur le Président, sur ce programme. Dans l'élevage des bovins et des porcs, le programme de stabilisation tripartite a pris un essor extraordinaire. Ces deux secteurs ont connu une période raisonnablement active. Il s'accumule un fonds dans lequel ces éleveurs pourront puiser en périodes de baisse des prix.

Nous avons réduit les importations de boeuf de la CEE comme nous l'avions promis. Les bureaux d'examen de l'endettement agricole dont nous parlions ont été établis. Le moratoire promis sur l'abandon des embranchements ferroviaires jusqu'à l'examen de toutes les options et solutions de rechange a été imposé.